



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

09 juin 2017

CENTRALE BIOMASSE DE GARDANNE : le tribunal donne raison aux défenseurs de l'environnement et annule l'autorisation d'exploiter !

Le Tribunal Administratif de Marseille a donné raison aux associations de protection de l'environnement dans leur combat contre l'exploitation de la méga centrale biomasse UNIPER (ex-E-ON) à Meyreuil/Gardanne. Une victoire de taille pour la protection des espaces forestiers impactés et pour l'information du public sur les conséquences environnementales réelles de l'exploitation de la centrale.

La mobilisation locale est forte depuis ces cinq dernières années à l'encontre du projet de conversion de la Tranche 4 de la centrale UNIPER (anciennement E-ON) du charbon vers la biomasse, représentant la plus grande installation de cette nature sur le territoire français.

Particulièrement gourmande, il était prévu que la méga centrale soit approvisionnée dans un rayon de plusieurs centaines de km autour de l'exploitation, entraînant des incidences significatives sur la gestion de la ressource sylvicole et sur les milieux naturels forestiers. Car si le bois est une source renouvelable, encore faut-il le prélever dans des conditions permettant le renouvellement de la forêt et la préservation des écosystèmes qu'elle abrite.

Comment parler de production d'énergie renouvelable quand le rendement de cette centrale à biomasse est faible (une petite partie seulement des arbres brûlés sont valorisés), que les émissions atmosphériques viennent saturer encore un peu plus un air déjà extrêmement pollué ? Des conditions d'exploitation qui font paraître ce Grand Projet d'autant plus inutile à la lumière de l'adoption de l'accord de Paris pour le Climat. Nous espérons que l'Administration prendra pleinement acte du jugement du Tribunal et ré envisagera l'utilité de la centrale.

Un impact environnemental étendu

Confortant le point de vue soutenu par le rapporteur public, ainsi que par les associations, le Tribunal a annulé l'autorisation d'exploiter la centrale biomasse au motif de l'insuffisance de l'étude d'impact figurant au dossier.

Etude d'impact qui n'analysait pas les incidences directes et indirectes des prélèvements de bois nécessaires au fonctionnement de la centrale sur les sites, paysages, milieux naturels et équilibres biologiques, et ce malgré l'importance de ces prélèvements sur les ressources forestières locales. La décision rendue tire également toutes les conséquences de l'insuffisance de l'étude d'impact sur l'information complète du public et sur l'analyse par l'Administration de l'impact du projet.

Nous nous félicitons de cette décision qui contribue à poser les premiers jalons d'une meilleure prise en compte des effets négatifs indirects des projets dans les études d'impact, et qui reconnaît que l'exploitation de la centrale biomasse de Gardanne aurait des incidences environnementales sur l'ensemble de la zone d'approvisionnement en bois.

Contacts presse :

Pour l'ALNP : Bernard AURIC – 04 42 51 49 97 -bernard.auric@orange.fr
Jean-Luc DEBARD – 06 64 33 35 16 - jeanlucdebard@wanadoo.fr

Pour FNE PACA : Gilles MARCEL – 06 08 89 75 54 -

Pour FNE 13 : Anaïs LOZANO - 04.91.53.10.35 – fne13.anaislozano@gmail.com

Pour Cèze et Ganière : Annie DURAND – 06 47 20 52 30
Frédéric JACQUEMART - 06 07 31 27 96

Pour SNUPFEN : Philippe CANAL – 06 01 13 67 68

Pour Les Amis de la Terre : Jean REYNAUD - 04.42.03.79.64